



SEANCE DU 19-02-2024

PROCES-VERBAL

02/2024

PRESENTS : Madame Florence Reuter, Bourgmestre-Présidente ;

Monsieur Cédric Tumelaire, Monsieur Brian Grillmaier, Monsieur Alain Schlösser, Madame Célinie Leman-Brabant, Madame Aisling D'Hooghe, Madame Bernadette Delange-Raeymaekers, Echevin(e)(s) ;

Monsieur Raphaël Szuma, Président du C.P.A.S. ;

Madame Claire Bertrand - Van Dongen , Madame Penina Soudry-Benzennou, Madame Bénédicte Colla-Vander Borgh, Madame Nathalie Thonon, Monsieur Marc Vanrysselberghe, Monsieur Jean Ruwet, Madame Catherine Detry, Madame Maria-Pia Janssens, Madame Aurélie Naud, Madame Jacqueline Detroz, Monsieur Jean-Michel Cassiers, Monsieur Didier Londes, Madame Georgette Léger, Monsieur Philippe Hermant, Madame Coralie Van Bever, Madame Fiorella Iezzi, Madame Cindy Dequesne, Monsieur Gérard Dayse, Monsieur Iyad Alamat, Madame Meropi Psarradelis, Conseiller(e)s.

Monsieur Fernand Flabat, Directeur général.

ABSENT(S) (EXCUSE(E)(S)) : Monsieur Etienne Verdin, Madame Fabienne Marcelis, Monsieur Alexis Verheyen, Conseiller(e)s.

En application des dispositions de l'article 40 du Règlement d'ordre intérieur, Madame la Présidente tire au sort le nom du conseiller communal qui sera appelé à voter, le premier, lors des appels nominaux, au cours de la présente séance.

Le sort désigne Madame Van Bever Coralie.

Le CONSEIL COMMUNAL est légalement réuni à 20h07 et procède à l'examen des points mentionnés ci-après.

SÉANCE PUBLIQUE

1. Procès-verbal - Assemblée n°1 du 29 janvier 2024 - Approbation.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le procès-verbal de l'Assemblée n° 1 du 29 janvier 2024;

APPROUVE A L'UNANIMITE

Le procès-verbal de l'Assemblée n° 1 du 29 janvier 2024;

2. Urbanisme - Recours au Conseil d'Etat - Refus de permis d'urbanisme du 4 septembre 2023 - Chaussée de Bruxelles, 423 - SRL C.J. PROJECT - Arrêté ministériel du 12 janvier 2024 octroyant le permis d'urbanisme - Autorisation d'ester en justice - Décision.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le refus de permis d'urbanisme délivré par le Collège communal à la srl C.J. PROJECT (Commerce HOTSTORE) le 4 septembre 2023 pour la régularisation d'un immeuble commercial en ce qui concerne le remplacement des dispositifs de publicité, la mise en peinture de la façade, l'habillage des corniches, la modification de baies dans les murs porteurs intérieurs et le placement de 3 unités extérieures de pompe à chaleur, immeuble situé chaussée de Bruxelles, 423;

Vu le recours introduit par le demandeur auprès du Gouvernement wallon à l'encontre de ce refus;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2024 octroyant le permis d'urbanisme conditionnel sous réserve du respect du plan daté du 2 octobre 2023, du respect de l'avis de la Zone de secours - Brabant wallon du 31 juillet 2023 et de l'avis de la Direction des Routes du 1er août 2023;

Vu la délibération du Collège communal du 29 janvier 2024 décidant d'introduire un recours en annulation au Conseil d'Etat sous réserve d'autorisation du Conseil communal, de désigner d'ores et déjà l'avocat Frédéric van den Bosch pour représenter le Collège et défendre les intérêts de la commune dans ce dossier et décidant de proposer au Conseil communal de l'autoriser à ester en justice;

Vu l'article L.1242-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver la décision du Collège communal d'introduire un recours devant le Conseil d'Etat contre l'arrêté ministériel du 12 janvier 2024 en l'autorisant à ester en justice en vertu de l'article L.1242-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

3. Travaux - Elaboration du projet de réaménagement de la chaussée de Bruxelles en son tronçon compris entre l'avenue Claire et le boulevard Henri Rolin et de la rue Théophile Delbar (entre la chaussée proprement dite et la rue François Libert) - Appel d'offres général du 26 mars 2007 - S.A. AGORA - Réaménagement de ladite chaussée entre la rue René Dewit et le boulevard Henri Rolin (Phase 3) - Avenant n°1 - Approbation.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu la délibération n° 46 du 25 mai 2007 par laquelle le Collège communal a attribué le marché de services relatif à l'élaboration du projet de réaménagement de la chaussée de Bruxelles (en son tronçon compris entre l'avenue Claire et le boulevard Henri Rolin) et de la rue Théophile Delbar (entre la chaussée proprement dite et la rue François Libert) à la s.a. AGORA, aux conditions fixées dans les contrat d'honoraires et convention-type approuvés par le Conseil communal le 29 janvier 2007;

Vu le projet de réaménagement de la chaussée de Bruxelles en son tronçon compris entre la rue René Dewit et le boulevard Henri Rolin (Phase 3) inscrit au plan d'investissement communal (PIC) 2019-2021;

Vu la délibération n° 11 du 27 avril 2020 par laquelle le Collège communal a approuvé la poursuite de l'étude, par

le bureau d'études Agora, du réaménagement de la chaussée de Bruxelles en son tronçon compris entre la rue René Dewit et le boulevard Henri Rolin (Phase 3) ;

Vu sa délibération n°9 du 18 décembre 2023 par laquelle l'Assemblée a décidé d'approuver le projet amendé et corrigé relatif aux travaux dont question à l'alinéa précédent dont le montant est estimé à 1.534.929,74 EUR TVAC (total des 3 divisions), dont 807.839,59 EUR TVAC pour la part communale subsidiée;

Vu le courrier du 22 janvier 2024 du bureau AGORA;

Vu le rapport du service Travaux établi en date du 30 janvier 2024;

Considérant que sur base de l'estimation du coût des travaux (volet égouttage) d'un montant de [REDACTED] EUR (hors TVA); les honoraires de base du bureau AGORA au taux de [REDACTED] sont donc estimés à [REDACTED] EUR (hors TVA), soit [REDACTED] EUR (TVA 21% incluse);

Considérant que suivant les propos du rapport précité, ce supplément d'honoraires représente 12,82 % du montant des honoraires relatifs à la partie voirie du projet pour l'ensemble de ses phases;

Considérant que suivant contrat d'agglomération et propos édictés dans le rapport précité, une recette d'un montant estimé à 28.086,76 € (tvac) est à considérer en parallèle au supplément de dépense d'honoraires précité;

Considérant que des crédits seront prévus au service extraordinaire du budget 2024, code 421/73360 (projet n° 20200019);

Après en avoir délibéré;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article unique : D'approuver l'avenant n°1 au montant en plus de [REDACTED] EUR (TVA 21% incluse) relatif aux honoraires propres au volet égouttage du projet de réaménagement de la chaussée de Bruxelles en son tronçon compris entre la rue René Dewit et l'Allée du Petit Paris.

4. Energie - Eclairage public - Remplacement des luminaires par des sources économes en énergie (LED ou équivalent) dans le cadre de la convention entre ORES Assets SCRL et la Commune de Waterloo - Estimation budgétaire du projet pour l'année 2024 - Décision.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2017 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public;

Vu sa délibération n° 5 du 9 septembre 2019 par laquelle l'Assemblée a notamment approuvé la convention cadre à intervenir entre l'intercommunale ORES Assets scrl et la Commune de Waterloo, relative au remplacement des luminaires d'éclairage public communal par des sources économes en énergie (LED ou équivalent);

Vu la convention cadre entre l'intercommunale ORES Assets SCRL et la Commune de Waterloo;

Vu le courrier émanant d'ORES en date du 30 octobre 2023;

Vu le phasage d'opération pour l'année 2024 proposé par ORES suivant les plans établis;

Vu l'estimation budgétaire d'ORES du projet pour l'année 2024 au montant de 266.828,23 EUR TVAC;

Considérant que 59.743,75 EUR TVAC (luminaires > 60W) et 22.869,00 EUR TVAC (luminaires ≤ 60W) sont aux frais d'ORES à titre d'Obligation de Service Public;

Considérant que la part communale s'élève à 184.215,48 EUR TVAC;

Vu l'estimation du tableau de remboursement prévoyant le paiement de cette somme en 15 annuités de 16.533,81 €;

Considérant que des crédits seront prévus à l'article 426/91301 "RELIGHTING - REMBOURSEMENT PERIODIQUE DES EMPRUNTS A CHARGE DE TIERS" du service ordinaire du budget 2024 ;

Vu l'avis de légalité établi le 22 novembre 2023 et maintenu selon l'article budgétaire ci-dessus, en vertu de l'article L1124-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 : de marquer son accord sur l'estimation budgétaire du projet pour l'année 2024, au montant de 266.828,23 EUR TVAC dont 59.743,75 EUR TVAC (luminaires > 60W) et 22.869,00 EUR TVAC (luminaires = 60W) sont aux frais d'ORES à titre d'Obligation de Service Public;

Article 2 : de marquer son accord sur l'estimatif de 184.215,48 EUR TVAC non imputé à l'OSP, financé par ORES (capital + intérêts remboursables annuellement par la Commune sur 15 ans) conformément à la convention cadre approuvée par le Conseil communal réuni en séance du 9 septembre 2019.

Article 3 : de marquer son accord sur le phasage d'opération pour l'année 2024 proposé par ORES, suivant les plans transmis.

5. Cellule commandes publiques - Mise à disposition d'un logiciel informatique de gestion et de suivi des marchés publics - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles L1122-30 et L1222-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire pour la Commune de Waterloo de disposer d'un logiciel permettant de gérer toutes les étapes des marchés publics et destiné à faciliter les procédures ainsi que le suivi des dossiers;

Considérant qu'actuellement, la Commune de Waterloo travaille avec la firme 3P; que le contrat arrive à échéance le 30 avril 2024 ;

Considérant qu'il y a lieu de relancer le marché pour une durée de 10 ans;

Considérant qu'il y a lieu de commander 7 licences "utilisateurs" pour la Cellule Commandes publiques et le Service des Travaux;

Considérant le cahier des charges N° 281.03/3P-1601/ch relatif au marché "Mise à disposition d'un logiciel informatique de gestion et de suivi des marchés publics" établi par la Cellule Commandes publiques ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € [REDACTED] (TVA 21% incluse) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 421/12313 du service ordinaire du budget 2024 et sera prévu aux budgets suivants ;

Vu l'avis de légalité établi en vertu de l'article L1124-40 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation par le Directeur financier f.f. ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 : D'approuver le cahier des charges N° 281.03/3P-1601/ch et le montant estimé du marché "Mise à disposition d'un logiciel informatique de gestion et de suivi des marchés publics", établis par la Cellule Commandes publiques. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € [REDACTED] (TVA 21% incluse).

Article 2 : De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3 : De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4 : De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 421/12313 du service ordinaire du budget 2024 et suivants.

6. Cellule commandes publiques - Service Travaux - Entretien et maintenance des portes automatiques, sectionnelles et portails - Années 2024 à 2027 - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles L1122-30 et L1222-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver, hors taxe sur la valeur ajoutée, est inférieure aux montants fixés par le Roi) et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 16 février 2017 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'arrêté modificatif du 22 juin 2017 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire de passer un contrat de maintenance et d'entretien pour les portes automatiques, les portes sectionnelles et les portails des infrastructures communales et de la RCO pour les années 2024 à 2027 ;

Vu le cahier spécial des charges, ci-annexé et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Considérant que le marché est divisé en 3 lots comme suit :

- Lot 1 : portes automatiques ;
- Lot 2 : portes sectionnelles ;
- Lot 3 : portails ;

Considérant que le montant global de ce marché est estimé à [REDACTED] TVAC pour les 4 années ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité préalable ;

Considérant que des crédits nécessaires à cette dépense seront prévus aux articles

- 104/125-06 : Maison Communale
- 92211/125-06 : Logements (ex gendarmerie)
- 421/125-06 : Dépôt communal
- 76401/125-06 : Hall des sports Chenois
- 76402/125-06 : Complexe sportif du centre
- 76403/125-06 : Piscine Nausicaa
- 76404/125-06 : Complexe sportif Joli Bois
- 76405/125-06 : Waterloo Tennis

du service ordinaire des budgets 2024 à 2027 ;

Vu l'avis de légalité établi en vertu de l'article L1124-40 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation par le Directeur financier f.f. ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 : Il sera passé un marché de services ayant pour objet l'entretien et la maintenance des portes automatiques, les portes sectionnelles et des portails des infrastructures communales et de la RCO pour les années 2024 à 2027. Le montant estimé de la dépense s'élève approximativement à [REDACTED] TVAC pour les 4 années. Le montant de cette estimation a une valeur d'indication, sans plus.

Article 2 : Que marché dont il est question à l'article 1er sera passé par procédure négociée sans publication préalable.

Article 3 : Que le marché dont il est question à l'article 1er sera régi :

- d'une part, par l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, dans son ensemble ;
- et d'autre part, par le cahier spécial des charges annexé à la présente délibération.

7. Cellule commandes publiques - Service Travaux - Cellule Bâtiments - Hall omnisports du Centre - Travaux de rénovation de la toiture, installation photovoltaïque et réalisation d'une extension - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles L1122-30 et L1222-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 16 février 2017 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'arrêté modificatif du 22 juin 2017 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'avis favorable du SPW Mobilité et Infrastructure datant du 17 avril 2023 sur le dossier d'avant-projet ;

Vu le cahier spécial des charges, ci-annexé et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Considérant que le marché est divisé en 3 lots comme suit :

- Lot 1 : Travaux de rénovation de la toiture ;
- Lot 2 : Installation production photovoltaïque ;
- Lot 3 : Travaux d'extension ;

Considérant que le montant global de ce marché est estimé à :

- Lot 1 : [REDACTED] TVAC ;
 - Lot 2 : [REDACTED] TVAC ;
 - Lot 3 : [REDACTED] TVAC ;
- Soit un total de [REDACTED] TVAC

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que des crédits nécessaires à cette dépense ont été prévus à l'article 76402/723-60:20220002.2024 du service extraordinaire du budget 2024 ;

Vu l'avis de légalité établi en vertu de l'article L1124-40 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation par le Directeur financier f.f. ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 : Il sera passé un marché de travaux ayant pour objet les travaux de rénovation de la toiture, installation photovoltaïque et réalisation d'une extension du Hall omnisports du Centre.

Le montant estimé de la dépense s'élève approximativement comme suit :

- Lot 1 (Travaux de rénovation de la toiture) : [REDACTED] TVAC ;
- Lot 2 (Installation production photovoltaïque) : [REDACTED] TVAC ;
- Lot 3 : [REDACTED] TVAC ;

Soit un total de [REDACTED] TVAC.

Le montant de cette estimation a une valeur d'indication, sans plus.

Article 2 : Que marché dont il est question à l'article 1er sera passé par procédure ouverte.

Article 3 : Que le marché dont il est question à l'article 1er sera régi :

- d'une part, par l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, dans son ensemble ;
- et d'autre part, par le cahier spécial des charges annexé à la présente délibération.

Article 4 : De transmettre le dossier au stade projet au Pouvoir subsidiant (SPW Mobilité et Infrastructures) pour suite voulue.

8. Secrétariat général - Désignation des membres du Conseil de l'Action Sociale - Démission et remplacement.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale, notamment ses articles 6 à 22;

Vu la délibération n° 9 prise en sa séance du 3 décembre 2018 désignant les membres du Conseil de l'Action sociale;

Vu la délibération prise par le collège communal du 5 février 2024 actant la démission de Madame Méropi

PSARRADELIS au poste de conseillère du CPAS;

Vu l'acte de présentation par le groupe MR d'un membre du Conseil de l'Action Sociale déposé dans les mains de la Bourgmestre, assistée par le Directeur général en date du 2024;

Considérant que les conditions d'éligibilité sont réunies pour le candidat proposé et qu'il ne se trouve pas dans un cas d'incompatibilité prévu par les articles 7,8 et 9 de la loi précitée;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er : De prendre acte de la démission de Madame Méropi PSARRADELIS de son poste de conseillère auprès du CPAS.

Article 2 : De désigner en qualité de conseillère auprès du CPAS, Madame Isabelle DEMEY, pour la liste MR en remplacement de Madame Méropi PSARRADELIS, démissionnaire, conformément aux articles 7,8 et 9 de la loi organique du 8 juillet 1976.

Article 3: La présente délibération sera transmise au Conseil de l'Action Sociale ainsi qu'à sa Conseillère.

9. Education - Enseignement maternel communal - École communale du Chenois - Création d'un demi-emploi d'instituteur/trice maternel(le) temporaire.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment le chapitre 5 relatif au calcul de l'encadrement dans l'enseignement maternel et de son affectation ;

Vu l'article 27 bis du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel de l'Enseignement Officiel subventionné;

Considérant que les chiffres de la population scolaire des classes maternelles le 17 novembre 2023 à l'Ecole communale du Chenois permettent la création d'un emploi à mi-temps au 20 novembre 2023;

Vu la délibération n°103 prise par le Collège communal en sa séance du 27 novembre 2023 décidant de créer un emploi d'institutrice maternelle à mi-temps à l'Ecole communale du Chenois, avec effet au 20 novembre 2023;

Vu l'article L1122-30 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er : Un emploi d'instituteur(trice) maternel(le) à mi-temps est créé à l'Ecole communale du Chenois, avec effet au 20 novembre 2023.

Article 2 : Une institutrice maternelle temporaire à mi-temps sera désignée pour pourvoir à la vacance de cet emploi.

Article 3 : La présente délibération sera notifiée à:

- Madame la Ministre de l' Enseignement Obligatoire;
 - Madame la Directrice de l' École du Chenois;
-

**10. Education - Enseignement maternel communal - École communale de Mont-Saint-Jean -
Création d'un demi-emploi d'instituteur/trice maternel(le) et de 2/26 périodes
supplémentaires de psychomotricité, à titre temporaire.**

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment le chapitre 5 relatif au calcul de l'encadrement dans l'enseignement maternel et de son affectation ;

Vu l'article 27 bis du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel de l'Enseignement Officiel subventionné;

Considérant que les chiffres de la population scolaire des classes maternelles le 17 novembre 2023 à l' École communale de Mont-Saint-Jean permettent l'augmentation du cadre maternel, à savoir la création d'un emploi à mi-temps au 20 novembre 2023, entraînant l'ouverture de 2/26 périodes supplémentaires de psychomotricité;

Vu la délibération n°103 prise par le Collège communal en sa séance du 27 novembre 2023 décidant de créer un emploi d'institutrice maternelle à mi-temps ainsi que l' augmentation de 2/26 périodes/semaine de psychomotricité subdiées par la FWB, à l' École communale de Mont-Saint-Jean, avec effet au 20 novembre 2023;

Vu l'article L1122-30 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er : Un emploi d'instituteur/trice maternel(le) à mi-temps est créé à l' École communale de Mont-Saint-Jean, avec effet au 20 novembre 2023.

Celui-ci entraîne l'augmentation du nombre de périodes de psychomotricité à raison de 2/26 périodes/semaine.

Article 2 : Un(e) instituteur/trice maternel(le) temporaire à mi-temps et un(e) psychomotricien(ne) à raison de 2/26 périodes/semaine seront désigné(e)s pour pourvoir à la vacance de ces emplois.

Article 3 : La présente délibération sera notifiée à:

- Madame la Ministre de l' Enseignement Obligatoire;
 - Madame la Directrice de l' École de Mont-Saint-Jean;
-

**11. Education - Enseignement maternel communal - Ecole communale de Mont-Saint-Jean -
Fermeture et rapatriement au Ménil de l'implantation du Sagittaire - Décision.**

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement;

Vu la délibération n°48 prise par le Collège communal en sa séance du 26 octobre 2020 prenant acte que l'implantation du Sagittaire n'atteint que 80% des normes de rationalisation au 1er octobre 2020 et que l'implantation devra donc être fermée :

- au 1er septembre 2022 si les normes sont à nouveau à 80% le 30 septembre 2021 et le 1er septembre 2022;
- au 1er octobre 2021 si les normes sont inférieures à 80% du minimum requis au 30 septembre 2021;

Vu la dépêche validée relative au cadre d'emploi des écoles maternelles et/ou primaires ordinaires organisées par le pouvoir organisateur, reçue de la Fédération Wallonie-Bruxelles en date du 30 mars 2021, nous faisant connaître, après examen du dossier encadrement encodé par les directions, le résultat validé des structures et de l'encadrement applicable du 1er octobre 2020 au 30 juin 2021 pour chaque école communale;

Considérant que cette dépêche confirme "qu'à la date du 30/09/2020, les populations de l'implantation du Sagittaire atteignent pour la première fois 80% des normes de rationalisation. L'implantation dispose d'un premier sursis cette année scolaire. Pour rester ouverte l'année scolaire prochaine, elle devra satisfaire aux normes de rationalisation à 80% ou à 100% au 30/09/2021", à savoir un minima de population de 20 élèves pour atteindre 100% et 16 élèves pour atteindre 80% ;

Considérant que l'implantation du Sagittaire n'accueillait plus que des classes d'accueil depuis le 1er septembre 2019;

Vu la délibération n°32 prise par le Collège communal en sa séance du 19 avril 2021 décidant, afin d'assurer le nombre d'élèves minimum nécessaire, d'accueillir, à partir du 1er septembre 2021, à l'implantation du Sagittaire, en plus des élèves de classe d'accueil, les élèves de M1 qui n'ont pas fait de classe d'accueil (ou peu de temps);

Considérant que cette mesure a permis de maintenir le nombre d'élèves minimum nécessaire mais que cela reste un nombre difficilement atteint chaque nouvelle année;

Considérant que l'implantation n'accueille que de 20 à 50 élèves (augmentation en cours d'année);

Considérant que l'organisation de cette 2e implantation comporte différents inconvénients:

- multiplication du personnel et des besoins matériel,
- isolement du personnel et des élèves,
- changement majeur à deux reprises pour les élèves (passage crèche/maison-Sagittaire puis Sagittaire-Ménil),
- difficultés de transport pour les parents,
- risque de fermeture non anticipée en cas de "mauvaise rentrée";

Considérant que la classe de M1 peut être dispatchée dans les 3 classes de M1 organisées au Ménil;

Considérant que seule la classe d'accueil (scindée en 2 classes en janvier, mars ou mai, en fonction des chiffres) nécessite donc un nouveau lieu d'accueil;

Considérant que les bâtiments rue du Ménil peuvent accueillir cette classe (et une deuxième en cours d'année) dans les actuels locaux de sieste et/ou de garderie;

Considérant que cette décision n'aurait aucun impact sur le nombre total d'enfants accueillis au sein de l'école ;

Considérant que cet accueil nécessite de légers aménagements (déménagement du mobilier et du matériel, aménagement d'une cour/jardin spécifique aux plus jeunes, ...) à organiser avec le service des travaux;

Considérant que cette action permettrait une récupération possible du site du Sagittaire pour une crèche supplémentaire;

Considérant que des démarches doivent être effectuées auprès de la FWB;

Vu la délibération prise par le Collège communal en sa séance du 5 février 2023 décidant :

-de fermer l'implantation du Sagittaire à la fin de l'année scolaire, soit le 5 juillet 2024, dernier jour d'ouverture.

-les élèves de M1 et de classe d'accueil des années scolaires à venir seront tous accueillis sur le site du Ménil, à partir de la rentrée scolaire 2024-2025.

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er : De fermer l'implantation du Sagittaire à la fin de l'année scolaire, soit le 5 juillet 2024, dernier jour d'ouverture.

Article 2 : Les élèves de M1 et de classe d'accueil des années scolaires à venir seront tous accueillis sur le site du Ménil, à partir de la rentrée scolaire 2024-2025.

12. Education - Enseignement artistique communal - Académie de Musique et des Arts de la Parole - Règlement d'ordre intérieur - Modifications - Approbation.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 6 juin 1994, tel que modifié à ce jour, fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné;

Vu le décret du 2 juin 1998, tel que modifié à ce jour, organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Vu la loi du 8 avril 1965, telle que modifiée à ce jour, instituant les règlements de travail;

Vu la demande de Monsieur Philippe Lambert, Directeur f.f., de l'Académie de Musique et des Arts de la parole qui propose les ajouts, suppressions et modifications du règlement d'ordre intérieur telles qu'annexées;

Considérant l'avis favorable de l'Assemblée générale des Études qui s'est tenue le 2 octobre 2023;

Considérant l'avis favorable de la Commission Paritaire Locale de l'Enseignement communal à Waterloo qui s'est tenue le 17 octobre 2023;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er : D'approuver les modifications du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Académie de Musique et des Arts de la parole, telles que proposées en annexe.

Article 2. : Chaque enseignant/élève/parent recevra une copie des modifications du règlement précité, par l'intermédiaire de la direction de l'école, contre un accusé de réception.

13. ATL - Centre Récréatif - Mise à jour du Règlement d'Ordre Intérieur et du projet pédagogique, à la suite du renouvellement de l'agrément par l'ONE - Approbation.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le courrier de l'O.N.E du 20 octobre 2023 relatif au renouvellement de l'agrément pour les Centres de Vacances (Centre Récréatif) pour les années 2023 à 2026 ;

Considérant que l'ONE informe que "l'Office a décidé d'accorder au pouvoir organisateur [...] le renouvellement de son agrément au titre de "centre de vacances" de type plaine reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cet agrément est valable pour une période de 3 ans prenant cours à la date du 01/07/2023.";

Vu les demandes, remarques et/ou suggestions formulées dans le courrier;

Considérant qu'il y a donc lieu de mettre à jour le ROI et le Projet Pédagogique afin de les ajuster au mieux aux remarques de l'O.N.E. ;

Vu les mises à jour du projet pédagogique et du ROI, ci-annexées ;

Considérant que les modifications (surlignées en jaune dans les versions jointes) portent :

*Dans le règlement d'ordre intérieur sur :

- la propreté des petits ;
- l'organisation des groupes ;
- les modalités d'inscription ;

*Dans le projet pédagogique sur :

- les spécificités de chaque site ;
- sur la méthode de conservation des pique-niques ;
- remplacement du terme moniteur par celui d'animateur ;

Vu les dispositions prises par le code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal, par sa délibération n°49 prise en sa séance du 5 février 2024, approuvant lesdites modifications;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er : d'approuver les mises à jour du Règlement d'Ordre Intérieur et du Projet Pédagogique du Centre Récréatif telles qu'annexées, afin de se conformer aux demandes, remarques et/ou suggestions formulées par l'ONE à l'occasion du renouvellement de l'agrément au titre de "Centre de vacances" de type plaine, valable pour une période de 3 ans prenant cours à la date du 01/07/2023.

Article 2 : Les mises à jour seront transmises à l'O.N.E. et aux parents des élèves inscrits.

- 14. Secrétariat des échevins - Bibliothèque communale - Avenant n°1 à la Convention entre différents pouvoirs organisateurs pour la création d'un réseau de Lecture Publique en vue de la reconnaissance de la Bibliothèque communale au sein du réseau des Bibliothèques de Waterloo par la Fédération Wallonie/Bruxelles - Approbation.**

Le CONSEIL COMMUNAL,

Considérant la Convention établie entre différents pouvoirs organisateurs pour la création d'un réseau de Lecture Publique en vue de la reconnaissance de la Bibliothèque communale au sein du Réseau des Bibliothèques de Waterloo par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ci-annexée;

Considérant que la Bibliothèque Les Bons Livres Ste-Anne s'est constituée en ASBL après la signature de la Convention et qu'il y a lieu de modifier celle-ci en ce sens, avec la nouvelle identité de la Bibliothèque Les Bons Livres Ste-Anne;

Considérant que le tableau de répartition des subsides - qui émaneront de la Fédération Wallonie-Bruxelles une fois la reconnaissance de la Bibliothèque communale au sein du Réseau des Bibliothèques de Waterloo obtenue par cette dernière - entre les différentes bibliothèques du réseau n'avait pas été complété lors de la signature de la Convention et que ce tableau doit faire partie intégrante de la Convention en vue de la demande de reconnaissance de la Bibliothèque communale au sein du Réseau des Bibliothèques de Waterloo par la FWB;

Considérant le tableau estimatif des charges salariales totales pour une année pour la Commune avec et sans subvention de la part de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Vu la demande d'avis de légalité faite au Directeur Financier en date du 31 janvier 2024;

Vu l'avis de légalité remis par le Directeur Financier en date du 2 février 2024;

Pour ces motifs;

APPROUVE A L'UNANIMITE

Article unique: l'Avenant n°1 de la Convention entre les différents pouvoir organisateurs pour la création d'un réseau de Lecture Publique en vue de la Reconnaissance de la Bibliothèque communale au sein du Réseau des Bibliothèques de Waterloo par la Fédération Wallonie-Bruxelles et approuve notamment les modifications de la Convention relatives à la dénomination de la Bibliothèque Les Bons Livres Ste-Anne qui s'est constituée en ASBL et l'ajout du tableau de répartition des subsides entre les différents pouvoirs organisateurs tel qu'inscrit dans l'Avenant n°1 à la Convention, en annexe.

- 15. Secrétariat des échevins - Bibliothèque communale - Introduction du dossier de demande de reconnaissance de la Bibliothèque communale au sein du Réseau des Bibliothèques de Waterloo par la Fédération Wallonie/Bruxelles - Approbation.**

Le CONSEIL COMMUNAL,

Considérant le souhait du Collège communal d'introduire un dossier de demande de reconnaissance de la Bibliothèque communale au sein du Réseau des Bibliothèques de Waterloo par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant les courriers envoyés à la FWB, en annexe, signifiant la volonté de la Commune de Waterloo d'introduire un dossier de demande de reconnaissance de la Bibliothèque communale de Waterloo au sein du Réseau des Bibliothèques de Waterloo auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour le mois de mars 2024 ;

Considérant que la reconnaissance de la Bibliothèque communale au sein du Réseau des Bibliothèques de Waterloo par la FWB offre de multiples avantages dont notamment l'intégration du catalogue de la Bibliothèque communale et des Bibliothèques du Réseau de Lecture Publique au catalogue collectif Caracol (qui réunit à ce jour plus de 15 bibliothèques du Brabant wallon) dont le développement, la maintenance et l'hébergement sont gérés par la Bibliothèque centrale du Brabant wallon [FWB] qui assume les coûts liés à son fonctionnement ;

Considérant que le catalogue Caracol n'est accessible qu'aux bibliothèques reconnues par la FWB ou, éventuellement, aux bibliothèques qui se seraient engagées à moyen terme à déposer un dossier de demande de reconnaissance ;

Considérant que la Bibliothèque communale et les deux autres bibliothèques du Réseau des Bibliothèques de Waterloo bénéficient déjà de l'intégration au catalogue collectif Caracol ;

Considérant que l'existence d'un réseau constitué de la Bibliothèque communale et des bibliothèques actives sur le territoire de la Commune constitue un préalable au dépôt du dossier de demande de reconnaissance ;

Considérant qu'un Réseau de Lecture Publique a été constitué et qu'une Convention , en annexe, a été signée entre les différents pouvoirs organisateurs pour la création de ce Réseau de Lecture Publique ;

Considérant que la constitution de ce Réseau permet de proposer une offre de Lecture Publique cohérente et coordonnée comprenant une politique d'acquisition de documents commune, une harmonisation des conditions de prêt et des tarifs, l'informatisation de toutes les bibliothèques du réseau, la formation du personnel des bibliothèques du réseau, la mutualisation des moyens humains, la programmation d'animations communes, ... ;

Considérant que la constitution de ce réseau permet l'obtention de subsides de fonctionnement et de subsides pour les activités, l'envoi des livres élagués vers la réserve centrale de Lobbès, de bénéficier du prêt de livres et documents inter-bibliothèques avec toutes les bibliothèques reconnues par la FWB mais aussi de bénéficier des animations du Réseau de Lecture Publique du Brabant wallon et de la FWB ;

Considérant le dossier de demande de reconnaissance de la Bibliothèque communale de Waterloo au sein du Réseau des Bibliothèques de Waterloo auprès de la FWB, en annexe ;

Pour ces motifs ;

APPROUVE A L'UNANIMITE

Article 1 : le dépôt du dossier de demande de reconnaissance de la Bibliothèque communale au sein du réseau des Bibliothèques de Waterloo auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

16. Enfance - Crèche "L'Ile aux BébéS" - Contrat d'accueil intégrant le ROI - Approbation.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Revu les délibés n° 50 du 2 janvier 2024 et n°64 du 15 janvier 2024 suite à des discordances dans les informations reçues de l'ONE ;

Considérant que la halte-accueil "L'Ile aux BébéS" a été transformée en crèche subsidiée ;

Considérant que le modèle de contrat à utiliser pour une crèche avec subsides est différent de celui des crèches sans subsides ;

Considérant qu'il a été adapté en ce sens ;

Vu le mail du 23 janvier 2024 qui notifie l'approbation de celui-ci par la Direction Accueil Petite Enfance ;

Considérant que le Collège communal a approuvé le projet de contrat d'accueil en date du 29 janvier 2024 ;

Vu le projet de contrat d'accueil ci-annexé ;

APPROUVE A L'UNANIMITE

Article 1 : le nouveau contrat d'accueil de la crèche "L'Ile aux BébéS" ci-annexé.

Article 2 : Cette délibération annule et remplace les délibérations n°50 du 2 janvier 2024 et n°64 du 15 janvier 2024.

17. Enfance - Milieux d'accueil collectifs - Modification des contrats d'accueil intégrant le ROI - Approbation.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Revu la délibé n°49 du 2 janvier 2024 suite à des discordances dans les informations reçues de l'ONE ;

Considérant qu'en date du 11 septembre 2023, le Collège communal a approuvé la mise en place d'un système d'achat, de collecte et de recyclage des langes dans les milieux d'accueil collectifs communaux ;

Considérant qu'en date du 11 décembre 2023, le Collège a attribué le marché pour l'achat, la collecte et le recyclage des langes à la société WOOSH pour l'année 2024 ;

Considérant que le forfait réclamé aux parents sera de 1,75 € par enfant par jour et de 1,05 € par enfant par demi-jour pour les parents souhaitant s'inscrire dans cette démarche ;

Considérant que les contrats d'accueil des crèches "Babyloo", "La Sonatine", "Bella Vita" et "Les Petits Paveurs" avaient été approuvés par le Collège en séance du 27 décembre 2021, ainsi que celui des "Arsouilles" en séance du 7 février 2022 ;

Considérant que ces contrats d'accueil avaient été approuvés par le Conseil communal en séance du 21 février 2022 ;

Que compte faire la commune pour y remédier définitivement ?

HUIS-CLOS